

COMMISSION PERMANENTE DE
CONTROLE LINGUISTIQUE

Commission siégeant sections réunies
Séance du 11 décembre 1997.

Présents :

madame A. VAN CAUWELAERT - DE WYELS,
président.

Section française :

monsieur BERTOUILLE, vice-président
messieurs CHERUY et LURQUIN,
membres effectifs.

Section néerlandaise :

monsieur VAN EECKAUTE, vice-président
messieurs BOES et MEEUS, membres effectifs
madame OP DE BEECK, membre suppléant.

Secrétaires :

monsieur BUSINE, conseiller général
monsieur VAN SANTEN, conseiller général
- adjoint bilingue.

29.128/I/PF
RC/SH

Le Ministre de l'Emploi et du Travail a demandé l'avis de la Commission permanente de Contrôle linguistique (C.P.C.L.) au sujet d'un projet d'arrêté royal fixant les cadres linguistiques de la Caisse auxiliaire de Paiement des Allocations de Chômage (C.A.P.A.C.).

Sur la base des articles 60, §1, et 61, §§2 et 5, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966 (L.L.C.), la C.P.C.L., siégeant sections réunies, a examiné ce projet en sa séance du 11 décembre 1997 et a émis l'avis suivant.

*
* *

Le cadre organique encore à l'état de projet a obtenu l'accord commun des ministres du Budget et de la Fonction publique le 22 mai 1997.

Le ministre propose de fixer comme suit les cadres linguistiques:

Degrés de la hiérarchie	Emplois prévus au cadre organique	Cadre F	Cadre N
1	2	1	1
2	2	1	1
3	16	8	8
4	5	2	3
5	21	10	11
6	7	3	4
7	3	2	1

Les organisations syndicales ont été consultées.

*
* *

Analyse du projet

a) Emplois d'un grade égal ou supérieur à celui de directeur

La C.P.C.L. émet un avis favorable à la répartition proposée, celle-ci étant conforme à l'article 43, §3, alinéa 1, des L.L.C.

b) Emplois d'un grade inférieur à celui de directeur

Il résulte de renseignements communiqués le 19 novembre 1997 par le Ministre de l'Emploi et du Travail que la proportion découlant du volume de travail des affaires traitées en français et en néerlandais, qui a été prise en compte pour la phase 1, est toujours valable pour la phase 2.

Le ministre avait communiqué, à l'époque, des données chiffrées relatives au volume de travail de la C.A.P.A.C.

- 1°- Chiffres relatifs au volume de travail, représentant les affaires localisables qui étaient estimées par lui à 70% du total.

Belgique fédérale	F	N
Région flamande	/	209.293
Région wallonne	139.212	/
Région bruxelloise	52.201	10.905
Total	191.413 46,5%	220.198 53,5%

2°- Part d'activités d'étude et de conception et autres tâches non localisées et non localisables estimées par le ministre à 30% du volume total des affaires.

En appliquant la proportion 53,5% N - 46,5% F à 70% des tâches, et la proportion 50/50 à 30% des tâches, on obtenait une proportion de 52,5% N - 47,5% F, ce qui correspond à la proposition ministérielle actuelle.

La C.P.C.L. constate que 3 emplois en extinction du cadre organique, respectivement les emplois de conseiller adjoint juridique ou conseiller juridique et de chef opérateur mécanographe ou opérateur mécanographe, n'ont pas été repris dans le projet de cadres linguistiques. Or, conformément à l'article 43 des L.L.C., tous les emplois du cadre organique doivent être répartis en chiffres absolus entre les 2 cadres linguistiques.

La C.P.C.L. estime dès lors que ces 3 emplois doivent être répartis linguistiquement.

En conclusion, la C.P.C.L. marque son accord à la proposition du ministre, pour autant qu'il soit tenu compte de sa remarque relative aux emplois en extinction. Elle est d'avis que cette répartition permet à la C.A.P.A.C. de traiter les affaires qui lui sont soumises dans le respect des articles 39 à 42 des L.L.C.

Le présent avis est notifié au Ministre de l'Emploi et du Travail qui, conformément à l'article 61, §3, 2^{ème} alinéa, des L.L.C., est invité à communiquer à la C.P.C.L. la suite qu'il lui réservera.

Fait à Bruxelles, le 11 décembre 1997.

Les Secrétaires,

Le Président,

J.M. BUSINE

Th. VAN SAMDEN

VAN CAUWELAERT -DE WYELS

